

9^e réunion plénière, 18-20 juin 2024

Rapport

Résumé

Le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) a tenu sa 9^e réunion à Strasbourg, du 18 au 20 juin 2024, sous la présidence d'Erik ADELL HELSTRÖM (Suède).

L'ordre du jour de la réunion figure à l'Annexe I. La liste des participant-es et la liste des prochaines réunions et de ses sous-structures sont disponibles aux Annexes II et III.

1. Lors de cette réunion, le CDADI décide de :

- (a) soumettre au Comité des Ministres le rapport thématique de l'ADI-ROM sur l'éducation de la petite enfance, Athènes et Nauplie, Grèce, 20-22 septembre 2023, dont il invite le Comité des Ministres à en prendre note ; et
- (b) soumettre au Comité des Ministres le troisième rapport thématique de l'ADI-SOGIESC sur la Recommandation [CM/Rec\(2010\)5](#) sur le droit au meilleur état de santé possible et l'accès aux soins de santé pour les personnes LGBTI en Europe dont il invite le Comité des Ministres à en prendre note.

2. Le CDADI :

- participe à l'ouverture et à plusieurs autres événements de la Semaine contre le discours de haine du Conseil de l'Europe ;
- prend note du plan de travail pour 2024 et 2025 ;
- prend note du rapport abrégé de la 9^e réunion du Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM) ; adopte la feuille de route pour la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités soutenant la mise en œuvre de la Recommandation [CM/Rec\(2020\)2](#) sur l'inclusion de l'histoire

des Roms et/ou des Gens du voyage dans les programmes scolaires et le matériel pédagogique au niveau national et encourage ses membres, participant·es et observateurs observatrices à transmettre la feuille de route et les outils aux ministères de l'éducation et aux autres autorités compétentes de leurs pays et à poursuivre leur mise en œuvre et leur utilisation ; encourage l'ADI-ROM à poursuivre l'élaboration de la feuille de route et des outils dans le cadre de leur mise en œuvre et de leur utilisation ; prend note et exprime son soutien à la diffusion des résultats du programme conjoint INSCHOOL du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne ; prend note de l'étude de faisabilité sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'inclusion dans le domaine de l'éducation des enfants roms et des gens du voyage et donne des orientations pour la finalisation de cette étude, et invite ses membres, participant·es et observateurs, observatrices à soumettre des observations écrites d'ici le 31 juillet 2024

- adopte la compilation des pratiques prometteuses en matière de lutte contre le discours de haine au niveau national et fournit des orientations pour la suite des travaux du groupe de travail du CDADI sur le discours de haine et les crimes de haine ; et échange avec les participant·es de la Semaine contre le discours de haine des sujets clés couverts par la compilation ;
- adopte le document [« Résumé et résultats de l'échange de vues du 6 décembre 2023 sur l'antisémitisme et les autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion »](#) ;
- prend note du rapport abrégé de la première réunion du Comité d'experts sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, et les caractéristiques sexuelles (ADI-SOGIESC) ; fournit des orientations à l'ADI-SOGIESC et à son groupe de rédaction pour la suite des travaux sur le projet de recommandation du Comité des Ministres sur l'égalité des droits des personnes intersexes et demande à ses membres, participant·es et observateurs, observatrices de soumettre des commentaires écrits sur le projet existant d'ici le 22 juillet 2024 ;
- prend note des travaux préparatoires en vue d'une étude sur les problèmes récurrents dans le domaine de la protection des langues régionales ou minoritaires et de l'identification des bonnes pratiques dans les États membres ;
- participe à la cérémonie de remise des prix d'excellence du journalisme - reportage éthique sur les Roms et lutte contre le racisme et l'antitsiganisme dans les médias, et félicite les lauréats ;
- échange de vues sur le concept d'intégration de l'égalité et convient d'informer le Comité des Ministres de son intention de donner suite à la Déclaration de Reykjavík en approfondissant et en rendant opérationnel le concept d'intégration de l'égalité, c'est-à-dire l'incorporation des questions d'égalité à tous les stades du processus politique, en vue de faciliter sa mise en œuvre au niveau du Conseil de l'Europe et des États membres, tout en renforçant les efforts existants en matière d'intégration de l'égalité ;
- • prend note du rapport sur l'évaluation du CDADI initié par la Direction de l'audit interne, de l'évaluation et de l'investigation (DIO) du Conseil de l'Europe, de la réponse du management et du plan d'action, ainsi que des contributions orales

des États membres, des participant·es et des observateurs et observatrices sur la coordination interne concernant la préparation et le suivi des travaux du CDADI pour assurer des progrès dans le domaine de l'égalité, la diffusion des livrables du CDADI et la mise en œuvre des résultats des travaux du CDADI, et sur les mesures au niveau des États membres et du CDADI pour améliorer encore la mise en œuvre des résultats du CDADI ;

- échange de vues avec le président de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) sur son rapport annuel ;
- prend note du rapport de la 5e réunion du Comité d'experts sur l'inclusion interculturelle (ADI-INT) et encourage les États membres à poursuivre leurs efforts pour l'intégration interculturelle des personnes migrantes, y compris en traduisant dans leurs langues et en diffusant les normes et outils adoptés par le CDADI et le Comité des Ministres dans ce domaine ; prend note de l'état d'avancement des travaux relatifs à l'outil sur la gouvernance à multiniveaux, qui vise à soutenir le programme de renforcement des capacités pour l'intégration des personnes migrantes et la mise en œuvre du document [CM/Rec\(2022\)10](#), et donne des orientations pour la poursuite des travaux sur ce livrable, qui pourrait, une fois finalisé, prendre la forme d'un outil d'auto-évaluation ; et prend note de l'état d'avancement de la préparation d'un « document d'orientation sur les stratégies d'inclusion dans les domaines relevant de la responsabilité du CDADI » et fournit des orientations à l'ADI-INT concernant la portée et l'objectif du document ainsi que le processus de son élaboration ;
- prend note du rapport de la 5e réunion du Comité d'experts sur l'inclusion interculturelle (ADI-INT) et encourage les États membres à poursuivre leurs efforts pour l'intégration interculturelle des personnes migrantes, y compris en traduisant dans leurs langues et en diffusant les normes et outils adoptés par le CDADI et le Comité des Ministres dans ce domaine ; prend note de l'état d'avancement des travaux relatifs à l'outil sur la gouvernance à multiniveaux, qui vise à soutenir le programme de renforcement des capacités pour l'intégration des personnes migrantes et la mise en œuvre du document CM/Rec(2022)10, et donne des orientations pour la poursuite des travaux sur ce livrable, qui pourrait, une fois finalisé, prendre la forme d'un outil d'auto-évaluation ; et prend note de l'état d'avancement de la préparation d'un « document d'orientation sur les stratégies d'inclusion dans les domaines relevant de la responsabilité du CDADI » et fournit des orientations à l'ADI-INT concernant la portée et l'objectif du document ainsi que le processus de son élaboration ;
- prend note des progrès réalisés et fournit des conseils au Comité d'experts sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination (GEC/ADI-AI) sur l'élaboration du projet de recommandation du Comité des ministres sur l'impact des systèmes d'intelligence artificielle, leur potentiel de promotion de l'égalité - y compris l'égalité de genre - et les risques qu'ils peuvent causer en matière de non-discrimination ;
- prend note des progrès réalisés et donne des orientations à son groupe de travail sur la discrimination intersectionnelle concernant l'élaboration de l'étude de faisabilité sur la prévention et la lutte contre la discrimination intersectionnelle et a demandé à ses membres, participant·es et observateurs et observatrices de répondre à l'appel à réponses du 7 mai 2024 sur ce sujet avant le 2 juillet 2024 ;

- accorde le statut d'observateur au Réseau européen des organismes de promotion de l'égalité (EQUINET) en tant qu'observateur auprès de l'ADI-SOGIESC ; et note pour les demandes restantes de statut d'observateur auprès du CDADI (Union fédérale des nationalités européennes (FUEN)) et de l'ADI-ROM (Fédération mondiale des Roms) qu'elles n'étaient ni acceptée ni renvoyée au Comité des Ministres (cf. paragraphe 8 de la Résolution [CM/Res\(2011\)24](#)) ; et
- adopte le présent rapport de réunion abrégé.

Rapport de réunion

POINT 1 - Ouverture de la semaine contre le discours de haine

1. Du 18 au 20 juin 2024, le CDADI tient sa 9^e réunion à Strasbourg, sous la présidence d'Erik ADELL HELLSTRÖM (Suède). Les membres, participant-es et observateurs et observatrices du CDADI assistent à l'ouverture de la Semaine contre le discours de haine du Conseil de l'Europe ensemble avec les ambassadeurs et autres membres des Représentations permanentes des États membres, les représentant-es de l'Union européenne, de l'Assemblée parlementaire et du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, les membres du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) et les participant-es à la Semaine contre le discours de haine. Le Président du CDADI qui facilite la réunion rappelle que sur la base des travaux du CDADI en coopération avec le CDMSI et le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), le Comité des Ministres a adopté les Recommandations [CM/Rec\(2022\)16](#) sur la lutte contre le discours de haine lors de sa session ministérielle à Turin en mai 2022 et [CM/Rec\(2024\)4](#) sur la lutte contre les crimes de haine le 7 mai 2024. La recommandation sur la lutte contre les crimes de haine a occupé une place importante lors de la session ministérielle des 16 et 17 mai 2024 comme un élément essentiel pour la mise en œuvre de la déclaration de Reykjavík de 2023 à l'issue du 4^e sommet des chefs d'État et de gouvernement.

POINT 2 - Adoption de l'ordre du jour

2. Le CDADI adopte l'ordre du jour tel qu'il figure à l'Annexe I. Une liste des participant-es et une liste des réunions à venir sont disponibles aux Annexes II et III.

POINT 3 : Nouveau programme et budget

3. Le secrétaire du CDADI informe les membres, les participant-es et les observateurs, observatrices du plan de travail pour les années 2024-2025 et rappelle la présentation détaillée du nouveau programme et budget pour 2024-2027 qui avait été faite lors de la 8^e réunion plénière.

POINT 4 : Roms et Gens du voyage - Partie I - Aperçu des travaux et finalisation du programme de renforcement des capacités et des outils sur l'enseignement de l'histoire

4. Le président de l'ADI-ROM, Manuel DEMOUGEOT, donne un aperçu de l'avancement des travaux de l'ADI-ROM et présente le rapport de la 9^e réunion de l'ADI-ROM, qui s'est tenue les 15 et 16 mai à Strasbourg.
5. Jean Paul BACHELOT, membre du groupe de travail de l'ADI-ROM chargé de préparer la feuille de route pour la mise en œuvre des programmes de renforcement des capacités soutenant la mise en œuvre de la Recommandation [CM/Rec\(2020\)2](#) sur l'intégration de l'histoire des Roms et/ou des Gens du voyage dans les programmes scolaires et les matériels pédagogiques au niveau national et les six outils connexes, présente ensemble avec le Secrétariat et l'experte indépendante Oana-Nestian SANDU la feuille de route et les outils pour son application. Plusieurs États membres, participant-es et observateurs, observatrices prennent la parole pour saluer ce travail. Il est précisé que les outils doivent être considérés comme des instruments vivants qui pourront être mis à jour au fur et à mesure que de nouvelles ressources deviennent disponibles. Il est rappelé que l'enseignement de l'histoire des Roms et des Gens du voyage était le thème de la 17^e réunion du Dialogue du Conseil de l'Europe avec la société civile des Roms et des Gens du

voyage, qui s'est tenue les 11 et 12 juin 2024. Le CDADI prend note du lancement du nouveau programme conjoint entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne « Égalité et absence de discrimination pour les Roms : mémoire de l'Holocauste et éducation des Roms (RomaMemory) ».

POINT 5 : Discours de haine et crimes de haine - Pratiques prometteuses concernant [CM/Rec\(2022\)16](#) et le programme de travail

6. Zoya STEPANYAN (Arménie) rend compte de la première réunion du groupe de travail du CDADI sur les discours et les crimes de haine qui s'est tenue en ligne le 12 avril 2024. Le groupe de travail, avec l'approbation du Bureau, propose d'envoyer un bref questionnaire aux membres, participant·es et observateurs, observatrices du CDADI et du CDPC afin de mieux comprendre les initiatives prises par les États membres pour prévenir et combattre les crimes de haine. Les États membres sont encouragés à se mettre en relation avec les membres du CDPC afin d'éviter la duplication des réponses des pays.
7. Jennifer JACKSON-PREECE, consultante indépendante, présente la compilation des pratiques prometteuses au niveau national en matière de lutte contre le discours de haine. Cette compilation contient un outil d'auto-évaluation permettant aux États membres d'évaluer le degré de mise en œuvre de la Recommandation [CM/Rec\(2022\)16](#) sur la lutte contre le discours de haine. Une compilation des contributions écrites du tour de table sur la lutte contre le discours de haine qui a eu lieu lors de la 8^e réunion du CDADI a également été distribuée. Il est rappelé que la compilation des pratiques prometteuses est le fruit d'un travail conjoint du CDADI et du CDMSI et que le CDMSI a l'intention de l'adopter peu après la réunion du CDADI. Les membres du CDADI, les participant·es et les observateurs, observatrices remercient le groupe de travail pour son travail intensif sur ce document.

POINT 6 : Suivi de l'échange de vues sur « l'antisémitisme et les autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion ».

8. Les membres du CDADI, les participant·es et les observateur, observatrices discutent du « [Résumé et résultats de l'échange de vues du 6 décembre 2023 sur l'antisémitisme et les autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion](#) » qui figure également à [l'Annexe IV du présent rapport de réunion](#). Ce document est accompagné d'une seconde note d'information compilant les contributions écrites. Le document de synthèse et de résultats décrit : les tendances actuelles de l'antisémitisme, de l'antimusulman et des autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion telles qu'observées par les membres du CDADI, les participant·es et les observateurs, observatrices ; les normes existantes du Conseil de l'Europe ; les mesures prises par les États membres ; et les actions de suivi suggérées.

POINT 7 : Personnes LGBTI - Examen thématique et complet du document [CM/Rec\(2010\)5](#) et du projet de recommandation sur l'égalité des droits des personnes intersexuées

9. Le président nouvellement élu du Comité d'experts sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (ADI-SOGIESC), Yuri de BOER (Pays-Bas) présente le rapport de la première réunion et le Secrétariat présente le troisième rapport thématique sur le [CM/Rec\(2010\)5](#) sur le droit au meilleur état de santé possible et l'accès aux soins de santé pour les personnes LGBTI en Europe. Le CDADI remercie l'ADI-SOGIESC pour son travail intensif sur ce rapport.

10. Le président de l'ADI-SOGIESC présente l'avant-projet de recommandation du Comité des Ministres sur l'égalité des droits des personnes intersexuées et rappelle que l'ADI-SOGIESC a trouvé des propositions de compromis pour les amendements proposés lors de sa première réunion. Un exposé des motifs sera rédigé pour accompagner le texte principal. Les États membres sont invités à soumettre des commentaires écrits sur le projet de recommandation existant d'ici le 22 juillet 2024.

POINT 8 : Langues régionales ou minoritaires - Projet d'étude

11. Maber KAMBERI (Macédoine du Nord) informe le CDADI de la première réunion du groupe de travail chargé de préparer une étude sur les problèmes récurrents dans le domaine de la protection des langues minoritaires régionales ou nationales et d'identifier les bonnes pratiques dans les États membres. Le groupe de travail, avec l'approbation du Bureau, propose d'envoyer un bref questionnaire aux États membres, aux participant-es et aux observateurs, observatrices du CDADI. Les membres du CDADI, les participant-es et les observateurs, observatrices discutent de la note conceptuelle qui a été élaborée comme point de départ des travaux préparatoires du groupe de travail et donnent des orientations au groupe de travail. Il est rappelé qu'il est important de veiller à ce que les travaux des différents organes du Conseil de l'Europe dans le domaine de la protection des langues régionales et minoritaires ne se chevauchent pas et sont conformes aux mandats donnés par les États membres.
12. Le Centre européen pour les questions relatives aux minorités (ECMI) informe le CDADI qu'il présentera au Comité d'experts de la Charte (COMEX), le 20 juin, les premiers résultats de ses recherches sur les opportunités et les défis liés à la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires dans sept États membres.

POINT 9 : Intégration de l'égalité

13. La présidente rappelle que le Comité des Ministres et son groupe de travail sur les droits de l'homme (GR-H) mènent un intense processus de suivi de la Déclaration de Reykjavik que les chefs d'État et de gouvernement ont publié à l'issue du 4e Sommet en mai 2023. Lors du GR-H, il est proposé d'examiner la question de « l'intégration de l'égalité », c'est-à-dire l'incorporation des préoccupations en matière d'égalité à tous les stades du processus politique. Les membres du CDADI d'Albanie et de Finlande présentent l'approche de leur pays en matière d'intégration de l'égalité. Les membres du CDADI, les participant-es et les observateurs, observatrices prennent part à une riche discussion sur les approches adoptées dans les différents États membres, ce qui aidera le CDADI à clarifier et à rendre opérationnel le concept d'intégration de l'égalité tout en renforçant les efforts d'intégration existants. Le CDADI convient d'informer le Comité des Ministres de cette intention.

POINT 10 : Évaluation du CDADI

14. Robert STRYK, Directeur de l'Audit interne, de l'Évaluation et de l'investigation du Conseil de l'Europe, présente les principaux résultats et recommandations de l'évaluation des travaux du CDADI. Hallvard GORSETH, Chef du service de l'Anti-discrimination, présente la Réponse du management et le plan d'action pour cette évaluation. Dans le cadre du suivi de l'évaluation, les États membres, les participant-es et les observateurs, observatrices discutent de la manière dont ils se préparent aux réunions du CDADI et de la manière dont

ils s'assurent que les livrables du CDADI sont diffusés et mis en œuvre par les autorités nationales compétentes. Plus précisément, des réponses sont données à deux questions : 1) comment coordonnez-vous en interne la préparation et le suivi des travaux du CDADI dans votre État membre afin d'assurer la diffusion des livrables du CDADI et la mise en œuvre des résultats des travaux du CDADI ? Et 2) que pourrait-on faire au niveau de l'État membre et du CDADI pour continuer d'améliorer la mise en œuvre des résultats des travaux du CDADI ? Les États membres partagent leur expérience des défis et des bonnes pratiques, y compris la création de réseaux entre les différents services, l'amélioration de la transparence dans la communication et la participation aux groupes de travail du CDADI dans la mesure du possible.

POINT 11 : Roms et Gens du voyage - Scolarisation inclusive et déségrégation

15. Marina VASIĆ, de l'équipe Roms et Gens du voyage, présente le programme conjoint du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne INSCHOOL, qui permet de cartographier les tendances et les voies vers l'inclusion scolaire, parallèlement à l'étude de faisabilité sur la déségrégation et à une éventuelle recommandation du Comité des Ministres. Le programme est couronné de succès, avec par exemple une évolution de la politique et de la pratique de l'éducation inclusive dans certains États membres.
16. Jan HERO, membre de l'ADI-ROM, présente le projet d'étude de faisabilité sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'inclusion dans le domaine de l'éducation, y compris des enfants roms et des gens du voyage. Les États membres, les participant-es et les observateurs, observatrices sont invité-es à envoyer leurs commentaires écrits sur le projet d'étude avant le 31 juillet 2024, après quoi il est prévu que le groupe de travail compétent et l'ADI-ROM finalisent l'étude, qui sera présentée au CDADI pour adoption lors de sa prochaine réunion en novembre.

POINT 12 : Échange de vues sur le rapport annuel de l'ECRI

17. Le président de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), Bertil COTTIER, présente le rapport annuel de l'ECRI qui vient d'être publié. L'ECRI identifie plusieurs grandes tendances dans son travail de promotion de l'égalité et de lutte contre le racisme et l'intolérance, y compris celles de remédier à la situation des personnes déplacées par la guerre et d'autres situations d'urgence, de lutter contre la montée de l'antisémitisme en Europe en raison du conflit actuel au Proche-Orient et de Prendre des mesures énergiques pour combattre le racisme et la discrimination envers les musulmans dans toute l'Europe. Il est rappelé que le CDADI fonde en grande partie son travail sur les résultats du suivi de l'ECRI, qui constituent le point de départ du travail sur de nombreux, voire tous les résultats du CDADI. La nécessité pour le CDADI et l'ECRI de travailler en synergie et de se renforcer mutuellement tout en respectant leurs rôles distincts, est également souligné.

POINT 13 : Inclusion interculturelle - Pilote de l'index de gouvernance multiniveaux et document d'orientation sur les stratégies d'inclusion

18. Krzysztof STANOWSKI, vice-président du Comité d'experts sur l'inclusion interculturelle (ADI-INT), présente le rapport de la 5^e réunion de l'ADI-INT tenue à Lublin (Pologne) les 14 et 15 mai 2024 et les progrès réalisés dans le pilotage d'un outil sur la gouvernance multiniveaux de l'inclusion interculturelle. Cet outil constituera l'un des résultats du troisième livrable de l'ADI-INT, tel que défini dans ses nouveaux termes de référence

2024-2027, qui se lit comme suit : « Initiatives pour la diffusion et la mise en œuvre au niveau national du document CM/Rec(2022)10 sur les politiques et la gouvernance à multinationaux pour l'intégration interculturelle, y compris des outils pour le programme de renforcement des capacités pour l'intégration des personnes migrantes ».

19. Christian AHLUND, Consultant senior, présente les travaux en cours de l'ADI-INT sur un document d'orientation sur les stratégies d'inclusion dans les domaines relevant de la responsabilité du CDADI, qui constitue le premier livrable de l'ADI-INT dans le cadre de son nouveau mandat 2024-2027. Ce produit livrable sera axé sur les personnes migrantes, les personnes appartenant à des minorités nationales, les Roms et les Gens du voyage ainsi que les personnes LGBTI. Le président remercie l'ADI-ROM d'avoir nommé un Rapporteur auprès de l'ADI-INT. Il suggère que l'ADI-SOGIESC fasse de même et que le représentant du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales contribue également au travail sur ce livrable.

POINT 14 : Projet de recommandation du CM sur l'impact des systèmes d'intelligence artificielle, leur potentiel de promotion de l'égalité - y compris l'égalité entre les femmes et les hommes - et les risques qu'ils peuvent entraîner en matière de non-discrimination

20. Käthlin SANDER (Estonie), présidente du Comité d'experts sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la non-discrimination (GEC/ADI-AI) présente le rapport de la première réunion ainsi que le contenu et la structure proposés pour le projet de CM/Recommandation sur l'impact des systèmes d'intelligence artificielle, leur potentiel de promotion de l'égalité - y compris l'égalité entre les femmes et les hommes - et les risques qu'ils peuvent entraîner en matière de non-discrimination. La prochaine réunion du GEC/ADI-AI aura lieu les 25 et 26 septembre 2024 où le comité discutera d'un premier projet de recommandation. Les membres du CDADI, les participant-es et les observateurs, observatrices ont fourni des conseils au GEC/ADI-AI.

POINT 15 : Discrimination intersectionnelle

21. Aaron GIARDINA, (Malte) présente les résultats de la première réunion du groupe de travail chargé de préparer une étude de faisabilité sur la prévention et la lutte contre la discrimination intersectionnelle. Le CDADI donne des orientations à ce groupe de travail sur l'élaboration de l'étude de faisabilité et demande à ses membres, participant-es et observateurs, observatrices de répondre au questionnaire du 7 mai sur ce sujet avant le 2 juillet 2024. Plusieurs membres, participant-es et observateurs, observatrices expriment leur souhait de soumettre des contributions. La prochaine réunion du groupe de travail aura lieu début janvier 2025 en ligne afin de disposer d'un délai suffisant pour produire un premier projet d'étude intégrant ces réponses.

POINT 16 : Coopération avec la société civile et demandes de statut d'observateur

22. En ce qui concerne la demande du Réseau européen des organismes de promotion de l'égalité (EQUINET) d'obtenir le statut d'observateur auprès de l'ADI-SOGIESC, de la Fédération mondiale des Roms auprès de l'ADI-ROM et de l'Union fédéraliste des communautés européennes (FUEN) auprès du CDADI, le président rappelle les orientations figurant dans le document CDADI(2021)20rev sur la coopération avec la société civile et l'octroi du statut d'observateur. Il évoque les arguments avancés par l'ADI-ROM pour ne pas accorder le statut d'observateur à la Fédération mondiale des Roms. Deux délégations indiquent qu'elles ne soutiennent pas la demande de la FUEN, tandis qu'une délégation l'a soutenue. Conformément à la Résolution [CM/Res\(2021\)3](#)

concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail, le CDADI admet EQUINET en tant qu'observateur auprès de l'ADI-SOGIESC, tandis que les demandes de statut d'observateur de la Fédération mondiale des Roms auprès de l'ADI-ROM et de la FUEN auprès du CDADI n'ont été ni acceptées ni renvoyées au Comité des Ministres.

POINT 17 : Adoption du rapport abrégé et autres questions

23. Une version bilingue du projet de rapport abrégé est présentée et adoptée. Une liste des prochaines réunions du CDADI et de ses sous-structures est affichée et figure à l'annexe III.
24. Le CDADI félicite les lauréats des prix d'excellence du journalisme - Reportage éthique sur les Roms et lutte contre le racisme et l'antitsiganisme à travers les médias. L'événement visait à promouvoir une image positive des Roms et des communautés marginalisées dans les médias, en particulier des femmes et des enfants. Des membres, des participants et des observateurs du CDADI avaient participé à la cérémonie de remise des prix.

POINT 18 : Discussion interactive avec les participants à la semaine contre le discours de haine

25. Les membres, participant·es et observateurs, observatrices du CDADI prennent part à une plénière thématique de la semaine « Mouvement contre le discours de haine » sur les pratiques prometteuses en matière de lutte contre le discours de haine, y compris les présentations de Viktor KUNDRAK, (Tchéquie) Christian PÎRVULESCU, rapporteur du Comité économique et social européen, et Nelli GISHYAN, du réseau « Mouvement contre le discours de haine », modérées par le président du CDADI. Des sessions interactives en petits groupes ont ensuite lieu, au cours desquelles les participant·es débattent des sujets suivants : Éducation, formation et sensibilisation ; Discours de haine en ligne - Modération du contenu, retrait et travail avec des signaleurs de confiance ; et Amélioration du soutien aux personnes ciblées par le discours de haine. Ces sessions donnent lieu à de riches échanges sur les pratiques prometteuses de prévention et de lutte contre le discours de haine dans les différents États membres.

Annexe I

AGENDA

1. Ouverture de la semaine contre le discours de haine
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Nouveau programme et budget
4. Roms et Gens du voyage - Aperçu du travail et finalisation du programme de renforcement des capacités et des outils sur l'enseignement de l'histoire
5. Discours et crimes de haine - pratiques prometteuses concernant CM/Rec(2022)16 et le programme de travail
6. Suivi de l'échange de vues sur « l'antisémitisme et les autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion »
7. Personnes LGBTI - Examen thématique et complet du document CM/Rec(2010)5 et du projet de recommandation sur l'égalité des droits des personnes intersexuées
8. Langues régionales ou minoritaires - projet d'étude
9. Intégration de l'égalité
10. Évaluation du CDADI et Tour de table sur l'impact du CDADI
11. Roms et gens du voyage - scolarisation inclusive et déségrégation
12. Échange de vues sur le rapport annuel de l'ECRI
13. Inclusion interculturelle - Pilote de l'index de gouvernance multiniveaux et document d'orientation sur les stratégies d'inclusion
14. Projet de recommandation du CM sur l'impact des systèmes d'intelligence artificielle, leur potentiel de promotion de l'égalité - y compris l'égalité entre les femmes et les hommes - et les risques qu'ils peuvent entraîner en matière de non-discrimination
15. Discrimination intersectionnelle
16. Coopération avec la société civile et demandes de statut d'observateur
17. Adoption du rapport abrégé et questions diverses
18. Discussion interactive avec les participant·es à la semaine contre le discours de haine

Appendix II

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANT·ES

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA/ALBANIE

Robert GAJDA

Commissioner on Protection against Discrimination, Tirana

ANDORRA/ANDORRE

Mireia AGULLÓ FARRÉ

Social care desk officer in the Area of Equality Policies, Ministry of Social Affairs and Public Administration of the Government of Andorra

ARMENIA/ARMÉNIE

Zoya STEPANYAN

Head, International Human Rights Cooperation Division, Department for Human Rights and Humanitarian Issues, Ministry of Foreign Affairs, Yerevan

AUSTRIA/AUTRICHE

Kerstin SITTE LL.M.

Federal Chancellery, Department II/5 – National Minorities, Vienna

AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN

Sanan ALIYEV

Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Azerbaijan to the Council of Europe, Strasbourg

Parviz RUSTAMOV

Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Azerbaijan to the Council of Europe, Strasbourg

BELGIUM/BELGIQUE

Isabelle LECLERCQ

Cheffe de service a.i., Service Égalité des Chances, Equal Opportunities Team, SPF Justice, Bruxelles

BOSNIA AND HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZÉGOVINE

Kemo SARAC

Assistant Minister, Ministry of Human Rights and Refugees of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo

BULGARIA/BULGARIE

Excused / excusé

CROATIA/CROATIE

Alen TAHIRI

Director, Government Office for Human Rights and Rights of National Minorities, Zagreb

Milena ČALIĆ-JELIĆ

Senior Advisor in the Office for Human Rights and Rights of National Minorities, Zagreb

Jelena DOKŠA

Secretary in the Office for Human Rights and Rights of National Minorities

CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Viktor KUNDRÁK, E.M.A.,

Director, Department of Human Rights and Protection of Minorities, Office of the Government of the Czech Republic, Prague

DENMARK/DANEMARK

Excused / excusé

ESTONIA/ESTONIE

Käthlin SANDER

Head of Equal Opportunities Policy, Equality Policies Department, Ministry of Economic Affairs and Communications, Tallinn

FINLAND/FINLANDE

Corinna TAMMENMAA

Head of Unit, Unit for Autonomy and Equality, Department for Democracy and Public Law, Ministry of Justice, Helsinki

FRANCE

Laurence VILLETTE-RICHARD

Conseillère justice et relations internationales, Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), Paris

GEORGIA/GÉORGIE

Anuki BURDULI

Senior Specialist at the Human Rights Protection Secretariat, Administration of the Government of Georgia, Tbilisi

GERMANY/ALLEMAGNE

Mark KAMPERHOFF

Head of EU division, EU coordination, International Affairs, Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth, Berlin

Lena REINSCHMIDT

EU division, EU coordination, International Affairs, Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth, Berlin

GREECE/GRÈCE

Simon DANIILIDIS

Department of Human Rights, Ministry of Family and Social Cohesion, Athens

HUNGARY/HONGRIE

Bernadett Valéria MARTON-JOHN

Senior Adviser, Unit for Neighbourhood Policy and National Minorities, Ministry of Foreign Affairs and Trade, Budapest

Bibor HOCHMANN

Permanent Representation of Hungary, Strasbourg

ICELAND/ISLANDE

Gunnhildur GUNNARSDOTTIR

Ministry of Social affairs and Employment and Ministry of Education and Children representative
Iceland's mission to the EU, Brussels

IRELAND/IRLANDE

Aisling O'CALLAGHAN

Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, Dublin

ITALY/ITALIE

Mattia PERADOTTO

Director, National Office against Racial Discrimination – UNAR, Presidency of the Council of Minister, Rome

LATVIA/LETONIE

Sandra KAULINA

Head of Human Rights Division, Department of International Organisations and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs, Riga

LIECHTENSTEIN

No nomination / Pas de nomination

LITHUANIA/LITUANE

Kristina VYŠNIAUSKAITĖ-RADINSKIENĖ

Advisor of Human Rights Division; UN, International Organizations and Human Rights department,
Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania, Vilnius

LUXEMBOURG

Pierre WEISS

Sociologist, Integration Department, Ministry of Family Affairs, Integration and the Greater Region, Luxembourg

Anne GOSSET

Adviser, Ministry of Justice, Luxembourg

Elisabeth KNEIP

Attachée, Ministry of Justice, Luxembourg

MALTA/MALTE

Aaron Lee GIARDINA

Human Rights and Integration Directorate, Ministry for Home Affairs, Security, Reforms and Equality, Paola

REPUBLIC OF MOLDOVA/RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Nicolae RĂDIȚA

Deputy of the Director General of the Agency for Interethnic Relations, Chișinău

MONACO

No nomination / Pas de nomination

MONTÉNÉGRO

Excused / excusé

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Basim al ALOUSI

Policy Advisor, Ministry of the Interior, The Hague

NORTH MACEDONIA/ MACÉDOINE DU NORD

Mabera KAMBERI

Head of Department for coordination and technical assistant to the minister, Ministry of Labour and Social Policy, Skopje

NORWAY/NORVÈGE

Petter SØRLIEN

Senior Adviser, Department of Equality, Non-discrimination and International Affairs, Ministry of Culture and Equality, Oslo

PORTUGAL

Berill BARANYAI

Senior Officer, Department for Equality and Against Racism, Xenophobia and Discrimination
The Agency for Integration, Migration and Asylum (AIMA) Lisbon

ROMANIA/ROUMANIE

Maria-Beatrice BERNA

Third Secretary, Directorate for Human Rights, Protection of Minorities and Council of Europe,
Ministry of Foreign Affairs, Bucharest

Ramona Maria CIUCĂ

Deputy to the Permanent Representative of Romania to the Council of Europe, Strasbourg

Costin CIOBANU

Deputy to the Permanent Representative of Romania to the Council of Europe, Strasbourg

SAN MARINO/SAINT-MARIN

Arianna SCARPELLINI

Assistant of the Minister, Ministry of Health and Social Security, Welfare and Social Affairs, Political Affairs, Equal Opportunities and Technological Innovation, San Marino

SERBIA/SERBIE

Boris MILICEVIC

Assistant Minister for Human and Minority Rights and Social Dialogue, Belgrade

SLOVAK REPUBLIC/RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

To be nominated / A nominer

SLOVENIA/SLOVÉNIE

Stanko BALUH

Secretary, Government Office for National Minorities, Republic of Slovenia, Ljubljana

SPAIN/ESPAGNE

Nicolás MARUGÁN

Deputy Director General for equal treatment, non-discrimination and against racism, Ministry of Equality, Madrid

SWEDEN/SUÈDE

Erik ADELL HELLSTRÖM

Deputy Director for EU- and International Affairs Coordinator, Division for Discrimination Issues, Human Rights and Child Rights Policy, Ministry of Employment, Stockholm

Andres ZANZI

Senior Adviser, Division for Human Rights and Discrimination Issues, Ministry of Employment, Stockholm

SWITZERLAND/SUISSE

Muriel TRUMMER

Juriste, conseillère juridique, Direction du droit international public DDIP, Département fédéral des affaires étrangères, Berne

Dominique STEIGER LEUBA

Avocate, conseillère juridique ; Unité Protection internationale des droits de l'homme, Office fédéral de la justice OFJ, Département fédéral de justice et police, Berne

TÜRKIYE

Mustafa CELAYIR

Legal Counsellor, Ministry of Justice, Legal Affairs Section of the Permanent Representation of Türkiye to the Council of Europe, Strasbourg

UKRAINE

Ihor LOSSOVSKYI

Deputy Head, State Service of Ukraine for Ethnic Affairs and Freedom of Conscience, Kyiv

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

Sean FINCH

Head of LGBT+ International, Workplace, Asylum and Resettlement, and Hate Crime Policy
Government Equalities Office, Manchester

Daniel BUCKETT

Senior Advisor, LGBT+ International and Safety, Government Equalities Office, London

INVITEES TO THE 9th CDADI MEETING/ INVITÉ-ES À LA 9E RÉUNION DU CDADI

Jeroen SCHOKKENBROEK, Director, Equal Rights and Dignity Directorate / *Directeur, Direction de l'égalité en droits et en dignité*

Manuel DEMOUGEOT, Chair of the ADI-ROM / *Président de l'ADI-ROM*

Jean Paul BACHELOT, Member of the working group of the ADI-ROM / *Membre du groupe de travail de l'ADI-ROM*

Oana NESTIAN-SANDU, Independent expert, Olga Lengyel Institute for Holocaust Studies / *Experte indépendante, Institut Olga Lengyel pour les études sur l'Holocauste*

Jenifer JACKSON-PREECE, Independent expert / *Experte indépendante*

Yuri DE BOER, Chair of the ADI-SOGIESC / *Président de l'ADI-SOGIESC*

Robert STRYK, Director, Directorate of Internal Oversight / *Directeur, Direction de l'Audit interne, de l'Évaluation et de l'Investigation*

Jan HERO, ADI-ROM member on behalf of Slovakia / *Membre au nom de la Slovaquie*

Mihai SURDU, Independent expert to the ADI-ROM WG on disintegration / *Expert indépendant pour le GT sur la déségrégation de l'ADI-ROM*

Bertil COTTIER, Chair of ECRI / *Président de l'ECRI*

Krzysztof STANOWSKI, Vice-Chair of the ADI-INT / *Vice-président de l'ADI-INT*

Cristian AHLUND, External consultant, ex-Chair of ECRI / *Consultant externe, ex-président de l'ECRI*

PARTICIPANT-ES

Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE) /Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Giorgio LODDO, Secretary of the PACE Committee on Equality and Non-Discrimination / *Secrétaire de la commission de l'APCE sur l'égalité et la non-discrimination*

Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe / Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Maren LAMBRECHT-FEIGL, Secretary of Committee on Social Inclusion and Human Dignity / *Secrétaire de la commission de l'inclusion sociale et de la dignité humaine*

Inge HANNON, Co-Secretary of Committee on Social Inclusion and Human Dignity / *Co-Secrétaire de la commission de l'inclusion sociale et de la dignité humaine*

Council of Europe's Office of the Commissioner for Human Rights/ Bureau du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe
Patricia ÖTVÖS, Adviser, Division III/ *Conseillère, Division no III*

Tara BEATTIE, Adviser, Division III/ *Conseillère, Division no III*

European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / Commission européenne contre le racisme et l'intolérance
Johan FRIESTEDT, Executive Secretary of ECRI/ *Secrétaire exécutif de l'ECRI*

Advisory Committee of the Framework Convention for the Protection of National Minorities (ACFCNM) / Convention-cadre pour la protection des minorités nationales
n/a

European Charter for Regional or Minority Languages/ La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (ECRML)
Jörg HORN, ECRML Secretariat/ *Secrétariat de l'ECRML*

Steering Committee for Human Rights in the fields of Biomedicine and Health (CDBIO) / Comité directeur pour les droits de l'homme dans les domaines de la biomédecine et de la santé
Laurence LWOFF, Secretary of the Committee / *Secrétaire du comité*

Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (ADI-ROM) / Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage
Manuel DEMOUGEOT, Chair of the ADI-ROM/ *Président de l'ADI-ROM*

Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI) / Comité directeur sur les médias et la société de l'information
Giulia LUCCHESI, Media and Internet Governance Division / *Division de Médias et gouvernance de l'Internet*

Steering Committee on the rights of the child (CDENF) / Comité directeur pour les droits de l'enfant
Katrin UERPMANN, Secretary of the Committee/ *Secrétaire du comité*

Advisory Council on Youth (CCJ) / Conseil consultatif sur la jeunesse
Petr Pavel BANDA, Member of the CCJ/ *Membre du CCJ*

Gender Equality Commission (GEC) / Commission pour l'égalité de genre
Cécile GRÉBOVAL, GEC Secretariat, Programme Manager in Gender Mainstreaming, Gender Equality Division / *Gestionnaire de programme pour l'intégration de la perspective d'égalité de genre, Division d'égalité de genre*

Directorate of Internal Oversight / La Direction de l'Audit interne, de l'Évaluation et de l'Investigation
Malcolm COX, Senior Evaluator / *Évaluateur senior*

HOLY SEE / SAINT-SIÈGE
To be nominated / A nominer

OBSERVERS / OBSERVATEURS, OBERSERVATRICES
--

EUROPEAN NETWORK OF EQUALITY BODIES (EQUINET) / RÉSEAU EUROPÉEN DES ORGANISMES D'ÉGALITÉ (EQUINET)
Daris José LEWIS RECIO, Legal & Policy Officer, Brussels / *Chargée de mission juridique et politique*

ENAR - European Network against Racism / Réseau européen contre le racisme

Kim L. SMOUTER UMANS, ENAR Executive Director / *Directeur exécutif*

Julie PASCOËT, Policy and advocacy coordinator, Brussels / *Coordinatrice de la politique et de la défense des intérêts*

EUROPEAN CENTRE FOR MINORITY ISSUES (ECMI) / CENTRE EUROPÉEN POUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX MINORITÉS

Ljubica ĐORĐEVIĆ-VIDOJKOVIĆ, Senior Researcher, Head of the Justice and Governance

Meyeti PAYET, Project Consultant / *Consultante du projet*

The International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA-EUROPE) / L'Association internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexes (ILGA)

Cianán B. RUSSELL, Ph.D., Senior Policy Officer, ILGA-Europe / *Chargé de mission principal, ILGA-Europe, Brussels*

Jana HUGO, Policy Officer / *Chargée de mission*

Assembly of European Regions / Assemblée des Régions d'Europe (AER)

n/a

Ligue internationale contre le racisme et l'Antisémitisme (LICRA)

Gilbert FLAM, Président de la commission des affaires européennes et internationales de la LICRA

European Roma Institute for Arts and Culture (ERAC) / Institut européen des Roms pour les arts et la culture

Timea JUNGHAUS, Executive Director / *Directrice exécutive*

SECRETARIAT / SECRÉTARIAT

Directorate General of Democracy and Human Dignity / Direction générale de la Démocratie et de la dignité humaine

Hallvard GORSETH, Head of the Anti-discrimination Department / *Chef de Service de l'anti-discrimination*

Wolfram BECHTEL, Secretary of the CDADI, Head of CDADI Division, Anti-discrimination Department / *Secrétaire du CDADI, Chef de la division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Charlotte GILMARTIN, Co-Secretary of the CDADI, CDADI Division, Anti-discrimination Department / *Co-Secrétaire du CDADI, Division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Cristina MILAGRE, Seconded official, CDADI Division, Anti-discrimination Department / *Fonctionnaire mis-a-disposition, Division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Eleni TSETSEKOU, Secretary of the ADI-ROM, Head of Division of the Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / *Secrétaire de l'ADI-ROM, Cheffe de la division pour l'Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination*

Oana TABA, Co-Secretary of the ADI-ROM, Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / *Co-Secrétaire de l'ADI-ROM, Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination*

Marina VASIĆ, Administrator - Programme manager, Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / *Administratrice – Manager de programme, Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination*

Thorsten AFFLERBACH, Head of the Inclusion and Anti-discrimination Programmes Division, Anti-discrimination Department / *Chef de la division de Programmes sur l'inclusion et l'anti-discrimination, Service de l'anti-discrimination*

Menno ETTEMA, former Co-Secretary of ADI/MSI-DIS, Head of Hate Speech, Hate Crime and Artificial Intelligence Unit, Inclusion and Anti-discrimination Programmes Division, Anti-discrimination Department / *ancien Co-Secrétaire de l'ADI/MSI-DIS, Chef de l'Unité- Discours de haine, crimes de haine et intelligence artificielle, division Programmes sur l'inclusion et l'anti-discrimination, Service de l'anti-discrimination*

Nidaa BOTMI, Project officer Hate Speech, Hate Crime and Artificial Intelligence Unit, Anti-discrimination Department / *Cheffe de projet, Unité Discours de haine, crimes de haine et intelligence artificielle, Service de l'anti-discrimination*

Evgenia GIAKOUMOPOULOU, Secretary of the ADI-SOGIESC, Head of the SOGIESC Unit, Inclusion and Anti-discrimination Programmes Division, Anti-discrimination Department / *Secrétaire de l'ADI-SOGIESC / Cheffe de l'unité SOGIESC, division Programmes sur l'inclusion et l'anti-discrimination, Service de l'anti-discrimination*

Ellsworth CAMILLERI, Co-Secretary of the ADI-SOGIESC, SOGIESC Unit, Inclusion and Anti-discrimination Programmes Division, Anti-discrimination Department / *Co-Secrétaire de l'ADI-SOGIESC, Unité SOGIESC, division Programmes sur l'inclusion et l'anti-discrimination, Service de l'anti-discrimination*

Ljiljana STOJISAVLJEVIC, Assistant to the Secretary of the CDADI, Senior Assistant of the CDADI Division, Anti-discrimination Department. / *Assistante au Secrétaire du CDADI, Assistante principale de la division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Sandrine JOUSSE, Administrative Assistant, CDADI Division, Anti-discrimination Department / *Assistante administrative, division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Eda UNER, Trainee, CDADI Division, Anti-discrimination Department / *Stagiaire, division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

INTERPRETERS /INTERPRÈTES

Lucie DEBURLET-SUTER
Morgane LAMOTHE
Gillian WAKENHUT

Annexe III

Liste des prochaines réunions du CDADI et de ses sous-structures

Date	Nom
18-19/04/2024 Paris	Réunion du bureau du CDADI
29 avril 2024	Groupe de travail de l'ADI-ROM sur une étude de faisabilité et un éventuel projet de recommandation sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'intégration dans le domaine de l'éducation des enfants roms et des gens du voyage
22/05/2024 en ligne	GT-ADI-MIN sur la protection des langues minoritaires régionales et nationales
14-15/05/2024 La Haye	Comité d'experts sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (ADI-SOGIESC) suivi du Forum IDAHOT
14-15/05/2024 Lublin	Comité d'experts sur l'inclusion interculturelle (ADI-INT)
15-16/05/2024 Strasbourg	Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)
18-20/06/2024 Strasbourg	9^e Réunion du CDADI
3-4/09/2024 Strasbourg	ADI-SOGIESC Groupe de travail sur le projet de CM/Rec sur l'égalité des droits des personnes intersexuées
25-26/09/2024 Strasbourg	Comité d'experts sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination (GEC/ADI-AI)
septembre/octobre 2024	Groupe de travail de l'ADI-ROM sur une étude de faisabilité et un éventuel projet de recommandation sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'intégration dans le domaine de l'éducation des enfants roms et des gens du voyage
3-4/10/2024 Paris	Réunion du bureau du CDADI
10-11/10/2024 Strasbourg	Comité d'experts sur l'inclusion interculturelle (ADI-INT)
29-30/10/2024 Strasbourg	Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)
29-30/10/2024 Strasbourg	Comité d'experts sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (ADI-SOGIESC)
Oct/nov 2024 En ligne	GT sur les résultats attendus en matière de discours et de crimes de haine (GT-AD-DCH)
24 novembre en ligne	GT-ADI-MIN sur la protection des langues minoritaires régionales et nationales
26-28/11/2024 Paris	10^e Réunion du CDADI
25 janvier 2024 en ligne	Groupe de travail sur la discrimination intersectionnelle (GT-ADI-DI)
6-7/05/2025 (tbc) 15-16/04/2025 (à confirmer)	Réunion du bureau du CDADI
19-20/05/2025 Malte (à confirmer)	Comité d'experts sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (ADI-SOGIESC)
1-3/07/2025	11^e Réunion du CDADI

Annexe IV

Rapport et suivi de l'échange de vues du CDADI sur l'antisémitisme et les autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion

1. Ce rapport de synthèse est basé sur les contributions des États membres du Conseil de l'Europe et d'autres organisations, à la fois lors de l'échange de vues pendant la réunion du CDADI le 6 décembre 2023 et dans les contributions écrites qui ont suivi l'échange de vues.

Antisémitisme et autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion

2. Un certain nombre d' États membres du CdE, mais pas tous, ont noté une augmentation des actes antisémites après l'attaque terroriste du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023. Dans certains cas, les données sont encore en cours de collecte et d'analyse. Ces actes vont des discours de haine aux menaces contre les institutions juives telles que les écoles et les synagogues, en passant par les agressions physiques contre les étudiants de confession juive dans les universités et les affrontements violents lors de manifestations. Plusieurs États membres ont renforcé la sécurité et la protection des institutions juives. La majorité des incidents signalés concernaient des discours de haine en ligne dans les médias sociaux, où les auteurs pouvaient publier des messages anonymes, diffuser des fausses nouvelles et de la désinformation dans le but de susciter l'hostilité et de provoquer de nouvelles violences à l'encontre des populations juives. L'augmentation des attaques contre la population juive dans plusieurs États membres du Conseil de l'Europe a créé une grande incertitude au sein des communautés juives. Dans de telles circonstances, les personnes de confession juive s'abstiennent souvent de porter en public des symboles religieux qui pourraient les identifier comme personnes de confession juive. Il a également été noté que le discours de haine en ligne contre les minorités ethniques et religieuses était largement sous-déclaré et qu'il y avait un manque de données.
3. Plusieurs États membres du CdE ont également constaté une augmentation du racisme envers les musulmans, principalement de la part de groupes d'extrême droite. Dans certains États membres, les données relatives au discours et aux crimes de haine n'étaient pas ventilées en fonction des minorités ethniques ou religieuses, ce qui rendait difficile la distinction entre les différentes minorités ethniques ou religieuses. Certaines de ces insultes et menaces envers les musulmanes ont été proférées en réaction à des manifestations, mais aussi en ligne sur les réseaux sociaux. Des actes de racisme antimusulman sur le lieu de travail ont également été signalés. Une résurgence des stéréotypes antimusulmans et un abaissement du seuil d'expression des opinions antimusulmanes ont également été constatés, en particulier en ligne.

Normes du Conseil de l'Europe dans ce domaine

4. Les normes récentes préparées par le CDADI sur la lutte contre le discours de haine ([CM/Rec\(2022\)16](#)), la lutte contre les crimes de haine [CM/Rec\(2024\)4](#) et l'intégration interculturelle ([CM/Rec\(2022\)10](#)) fournissent des orientations complètes pour prévenir et combattre le racisme et l'intolérance, y compris sur la base de la religion. Les récentes Recommandations de politique générale [n° 5](#) et [n° 9](#) de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance sur la lutte contre le racisme et la discrimination anti-musulmans et sur la lutte contre l'antisémitisme fournissent des orientations plus détaillées pour prévenir et combattre ces formes spécifiques de racisme.

Mesures prises par les États membres

5. Au cours de l'échange de vues et par le biais de contributions écrites, les États membres ont fait état d'un large éventail de mesures qu'ils ont prises pour prévenir et combattre l'antisémitisme et d'autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion. Un grand nombre de ces mesures sont documentées dans la compilation séparée des contributions écrites.
6. Ces mesures comprennent l'adoption d'une législation contre les crimes de haine, les discours de haine et l'extrémisme religieux, l'adoption de la définition de travail de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), ainsi que des stratégies et des plans d'action nationaux traitant de l'antisémitisme et d'autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion. Les États membres ont également mis en place des structures pour la mise en œuvre de ces plans d'action, des plates-formes de signalement des discours et des crimes de haine et des réseaux de conseil aux victimes. Des manifestations de solidarité ont eu lieu dans plusieurs États membres. Le niveau de financement des mesures de sécurité pour les synagogues, les organisations juives ainsi que les mosquées et les écoles confessionnelles musulmanes a été augmenté, et la police a pris des mesures pour prévenir les discours de haine motivés par la religion lors des rassemblements publics. Plusieurs États membres ont mis en place des forums pour le dialogue interreligieux et, dans l'un d'entre eux, le forum concerné a tenu une session extraordinaire immédiatement après l'attaque terroriste du Hamas. En outre, des campagnes de sensibilisation visant à promouvoir la cohésion plutôt que la haine au sein de la population, un soutien aux projets de la société civile et des activités de formation sur l'Holocauste et les droits de l'homme pour tous les membres de la police d'un État membre sont en cours d'organisation.

Suivi

7. Le CDADI encourage ses membres, participant-es et observateurs, observatrices à continuer à s'inspirer des pratiques partagées pendant et après l'échange de vues du 6 décembre 2023 et à utiliser les normes, rapports et outils pertinents développés par le CDADI. Outre les normes citées au § 4 ci-dessus, une mention spécifique est faite de la récente [étude du CDADI sur la prévention et la lutte contre le discours de haine en temps de crise](#). Dans ses travaux en cours, le CDADI accordera une attention particulière à l'antisémitisme et aux autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion, par exemple dans ses travaux sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination, et sur la discrimination intersectionnelle.
8. Le CDADI encourage les autres organes du Conseil de l'Europe, y compris l'ECRI et le Représentant spécial du Secrétaire général sur les crimes antisémites, antimusulmans et autres formes d'intolérance religieuse et de crimes de haine, à poursuivre leur action importante dans ce domaine. Sur la base du paragraphe 28 du document [CM/Rec\(2022\)16](#), le CDADI appelle les responsables publics à promouvoir publiquement une culture des droits de l'homme et à mettre en évidence les éléments unificateurs entre les religions.

Le développement d'un tel discours offre un grand potentiel pour prévenir l'antisémitisme, le racisme antimusulman et d'autres formes d'intolérance et de haine religieuse. Le CDADI encourage enfin les partis politiques et leurs dirigeants à signer la [Charte des partis politiques européens pour une société non raciste et inclusive](#), à s'abstenir de diffuser des discours de haine et à les condamner fermement et rapidement, dans le respect de la liberté d'expression.